

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Actualisation loi travail / manifestations

- **Les manifestations et la loi travail continuent à dominer les représentations** : les attentats de cette semaine viennent s'y surajouter, sans écraser le sujet.

Les images de violence de mardi ont nettement choqué. La dégradation de Necker est fréquemment relevée : *« Attaquer un hôpital, ça ne se fait pas. C'est tellement surprenant attaquer un hôpital, pour enfant en plus, c'est des choses inadmissibles ».*

Apparaît nettement la **très mauvaise image de la CGT** : elle est décrite comme peu représentative, renfermée sur elle-même, intransigeante ; parfois violente : *« Le côté hyper conservateur et avec des œillères de la CGT. Leur jusqu'au-boutiste de grève pour défendre des idées d'une poignée de syndicalistes alors qu'ils sont loin d'être majoritaires ».*

Dès lors **50% des Français sont d'accord avec la dénonciation par le PM d'une ambiguïté de la CGT vis-à-vis des casseurs** (41% à gauche, mais 52% au PS).

- **Et pourtant, la compréhension et le soutien aux manifestations remontent** : 70% des Français disent comprendre les manifestations (+6 points par rapport à il y a 15 jours), 59% les soutiennent (+2 points).

Ce sont les mêmes niveaux que début avril et début mai : **à long terme, le soutien est très stable.** A gauche, 80% les comprennent, 71% les soutiennent.

- Les Français agissent comme s'ils **dissociaient la CGT des manifestants** : La CGT est peut-être non-représentative et liée aux casseurs ; mais pas les manifestants qui expriment à leur yeux leur propre mécontentement contre la loi travail, qui lui ne faiblit pas (69% d'opposition).

Et surtout, ils ne comprennent pas le gouvernement : il devrait maintenir l'ordre et répondre aux craintes des Français sur la loi, mais au lieu de ça **semble s'enfermer dans un face-à-face avec la CGT qui les ignore et les écrase.**

Ce **ras-le-bol d'être pris en étau entre deux intransigeances** revient fréquemment : *« Ça dure depuis longtemps et ça commence à bien faire. Normalement quand il y a des manifestations il y a une porte de sortie, alors que là non : d'un côté il y a les syndicats et de l'autre le gouvernement, et le peuple Français se retrouve au milieu de tout ça et subit les conséquences et les perturbations ».*

Ils renvoient dos-à-dos CGT et gouvernement, tous deux enfermés dans des postures, coupables d'entraîner le pays dans une spirale de violences dont on ne voit pas la fin : *« Il y a aucune recherche de compromis tant du point de vue syndical que du politique dans la recherche d'une sortie de crise ».* *« Valls et la CGT. On est bloqué et ça n'avance à rien. Le gouvernement et les syndicalistes nous prennent en otage ».*

- Dès lors, ils sont **57% à renvoyer la responsabilité des violences durant les manifestations à l'Etat** contre 36% seulement à la CGT « *qui n'a pas fait le nécessaire pour les empêcher* ». On le retrouve spontanément dans les verbatims : « *Les manifestations qui dégénèrent. Je trouve que les pouvoirs publics ne font pas grand-chose pour faire respecter l'ordre* ». « *Concernant la casse de l'hôpital je trouve qu'ils ont exagéré mais les politiques se servent de cet événement pour détourner le dialogue* ».
- Si l'Etat doit maintenir l'ordre, **c'est aussi à lui de trouver à renouer les fils du dialogue**. On ne constate plus dans les derniers sondages de « rééquilibrage » des responsabilités : à l'inverse **62% des Français (+4 points) pensent que le « principal responsable du manque de dialogue » est le gouvernement**, 28% (-5 points) la CGT et FO.

Les sympathisants PS, qui la semaine dernière tenaient d'abord les syndicats responsables (56%) sont aujourd'hui divisés (44% les syndicats, 44% le gouvernement). La gauche de la gauche pointe pour sa part à 82% la responsabilité première du gouvernement.

Ce jugement est renforcé par le sentiment de manque d'écoute, décrivant un gouvernement fermé non pas aux syndicats, mais à leurs propres craintes et demandes d'explications : « *Comment ils font Mme Khomri et Valls pour ne pas retirer la loi alors que tout le monde est contre ils n'écoutent pas. Et ça me choque cette loi, ça ne va pas les toucher eux.* »

- Dès lors, pour la suite, **51% ne sont pas d'accord avec l'idée d'interdire les prochaines manifestations en cas de menaces à l'ordre public** : « *Manuel Valls qui veut donner sa démission si la loi ne passe pas et d'un autre côté on nous interdit de manifester, on nous force à nous taire* ».

Logiquement, **ils ne reprochent donc pas à la CGT de continuer à appeler à manifester** : 55% pensent que les syndicats ont raison de vouloir poursuivre le mouvement, **soit 5 points de plus qu'il y a 15 jours**, et des niveaux équivalents à mi-mai.

- **les récriminations des gens concernant les manifestations et la réponse du gouvernement dépassent largement le cadre de la loi** – on continue ainsi de voir des paroles de Français se plaignant de ne toujours pas comprendre ce qu'il y a dans cette loi. Mais **ils se sentent ignorés, exclus, tant par la posture des syndicats que par l'intransigeance du gouvernement**.
- **il suffirait peut-être de pas grand-chose pour changer la tonalité, dont l'essentiel est de ne pas donner le sentiment de ne parler que de/à la CGT, mais aux Français eux-mêmes : reconnaître qu'ils peuvent avoir des craintes, légitimes, qui ne sont pas celles des syndicats, et leur répondre**. Le combat pour la clarification du champ syndical ne les concerne pas : ils ne veulent pas en subir les dégâts collatéraux et ne comprennent pas pourquoi le gouvernement ne s'occupe que de cela en leur faisant payer le prix fort – qui plus est en cherchant à se défaire de sa responsabilité de rétablissement de l'ordre et du dialogue (ou de l'ordre par le dialogue).
- **c'est ainsi que peut se comprendre la hausse du soutien aux manifestations, alors que les images de violence ont choqué** : ce n'est **pas le signe d'une solidarité envers les syndicats** qui est exprimée mais **un appel en notre direction à prendre les Français en considération et les remettre dans le jeu**.
- cela vaut aussi pour l'interdiction/limitation des manifestations, qui pourrait être justifiée par de seuls motifs d'ordre public (impossibilité temporaire d'assurer la sécurité de grandes manifestations compte tenu de l'épuisement des forces de l'ordre et du contexte très particulier : Euro, hooligans, attentats) et non en référence au comportement de la CGT, sauf à conforter l'image que la seule chose qui nous importe est ce combat frontal et que nous utilisons l'interdiction de manifester pour les bâillonner.